



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente auprès de
l'Office des Nations unies et des autres
organisations internationales à Genève

73e session du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire

10-14 Octobre 2022

Point 3 à l'ordre du jour: Débat général

Intervention de S.E. M. Marc Bichler

Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg

Merci Monsieur le Président / Madame la Vice-Présidente.

Monsieur le Haut-Commissaire,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration faite par l'Union européenne.

Permettez-moi de la compléter par des considérations à titre national.

Mon pays souhaite tout d'abord remercier le Haut-Commissaire pour son engagement et son dévouement. Nous nous réjouissons de vous savoir parmi nous pour les deux prochaines années et demi encore.



Excellences,

Le droit international articule les principes fondamentaux définissant les droits des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes retournées, des apatrides, et des déplacés internes. Toutefois, dans beaucoup de régions du monde, l'accès aux droits est très souvent entravé ou même expressément empêché dans la pratique. Malheureusement, nous sommes confrontés à de nombreuses tentatives remettant en cause la Convention de Genève sur les réfugiés et les droits et obligations qui y sont ancrés.

Mon pays souhaite réitérer son soutien à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et condamne avec fermeté l'annexion de quatre territoires ukrainiens, en violation directe de la Charte des Nations Unies.

La guerre en Ukraine a un impact considérable sur la population civile, en particulier les personnes les plus vulnérables. Les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les femmes et les enfants paient le prix fort. Le droit international humanitaire doit être respecté. Mais les violations et atteintes aux droits humains se multiplient.

L'impact de cette guerre va bien au-delà des simples frontières du continent européen. Aujourd'hui, le monde compte plus de 100 millions de personnes déplacées de force à travers le monde. L'insécurité alimentaire et la hausse des prix énergétiques pourraient entraîner une hausse de l'insécurité politique, à laquelle s'ajoutent le changement et les catastrophes climatiques qui risquent d'aggraver les situations de déplacement.

La situation en Afghanistan, l'escalade de l'insécurité dans le Sahel, ou encore l'insécurité alimentaire tragique dans la Corne de l'Afrique, nous montrent une fois de plus que la



recherche de solutions durables et l'analyse prédictive dans l'action humanitaire sont indispensables.

Les voies d'accès légales, les possibilités de réinstallation et le principe fondamental de la solidarité doivent faire partie intégrante d'une approche holistique à la migration qui met la protection des personnes à risque au cœur de son fonctionnement.

Monsieur le Haut-Commissaire,

Nous saluons le travail sans relâche de nos partenaires humanitaires, et tout particulièrement celui du HCR, qui intensifie ses efforts pour protéger, assister et couvrir les besoins sans cesse croissants des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes déplacées et des apatrides dans le monde entier.

Nous prenons note du projet de budget programme pour 2023, qui s'élève à 10,2 milliards de dollars et sommes préoccupés par l'ampleur des besoins humanitaires et de protection dans toutes les régions qui ont conduit à ce budget très élevé. Nous notons aussi avec préoccupation que la plus forte augmentation du nombre de réfugiés prévue par le HCR d'ici 2023 devrait se produire en Europe.

Nous avons entendu l'avertissement du HCR selon lequel, au cours de l'année à venir, l'organisation pourrait être contrainte de réduire sa fourniture de protection et d'assistance jusqu'à 25 %. Le Luxembourg continuera à faire preuve d'une solidarité tangible avec les personnes relevant de la compétence du HCR.



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente auprès de
l'Office des Nations unies et des autres
organisations internationales à Genève

Dans le contexte de notre cadre de partenariat stratégique avec le HCR couvrant la période 2022-2025, le Luxembourg s'engage à fournir un financement pluriannuel prévisible au HCR en soutenant son budget de 32 millions d'euros sur 4 ans dont un quart est non-affecté et trois quarts sont supplément affectés.

En sus du soutien financier, notre programme de déploiement de communication satellitaire « emergency.lu », permet de rétablir la connectivité pour le personnel du HCR et ses partenaires et de mieux dispenser les services de base pour les populations affectées dans les camps de réfugiés. Nous sommes très impliqués dans le travail du Service Innovation au sein du HCR, et sommes convaincus que les nombreux projets pilotes innovants permettront de faire la différence pour des milliers de réfugiés et déplacés internes.

Convaincus que la promotion et la coordination avec les acteurs du développement est essentielle si nous voulons obtenir des résultats positifs pour les populations déplacées et apatrides, le Luxembourg a soutenu l'évaluation du HCR concernant son engagement avec les partenaires du développement. Dans ce sens, nous apprécions que le *Dialogue du Haut-Commissaire sur la protection* de cette année soit consacré au thème de la coopération pour le développement, et nous nous réjouissons de pouvoir y contribuer avec nos expériences.

Enfin, mon pays considère la santé mentale et le soutien psychosocial comme une dimension essentielle de la santé et du bien-être. Le Luxembourg félicite votre organisation pour l'attention accrue qui est donnée à ce sujet et soutient pleinement l'adoption des conclusions du Comité exécutif.

Merci de votre attention.